



**LA SUISSE EN EXEMPLE**

Le conseiller fédéral a vanté le système de formation professionnelle suisse lors de la réunion ministérielle de l'OCDE à Paris.

**Johann Schneider-Ammann:**  
«Ce système de formation professionnelle contribue à la productivité et à la compétitivité de la Suisse»

# L'ACTU

SUISSE | MONDE | ÉCONOMIE

**ON EN PARLE**

**SANTÉ**  
**Se lever souvent au travail est bon**

Même si vous êtes confortablement avachi à votre place au travail, il serait peut-être bon de se lever régulièrement pour rester en bonne santé. Une étude de l'OFSP le confirme: être assis trop longtemps a des effets négatifs sur tout le corps. Bouger permet non seulement de se muscler, mais aussi de renforcer les os, les articulations, les organes et le système immunitaire. Même la mémoire et la capacité d'apprentissage augmentent.

● AT5



Apple Watch KEYSTONE

**TECHNOLOGIE**  
**L'Apple Watch sera disponible le 26 juin en Suisse**

La montre connectée Apple Watch du géant américain Apple sera disponible à partir du 26 juin en Suisse. Le lancement concerne également l'Espagne, l'Italie, le Mexique, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan. La montre sera disponible sur l'Apple Store en ligne, dans les Apple Store et auprès de certains revendeurs agréés.

● AT5

**LE CHIFFRE**  
**1000**

Un nouvel arrêté municipal controversé prévoit des amendes de 100 livres (140 francs) pour les sans-abri qui dorment ou mendent dans la rue, dans un quartier du nord de Londres. La contravention peut grimper à 1000 livres en cas de non-paiement.

● AT5



**CANADA**  
**Contrôles renforcés pour 150 pays**

Le contrôle biométrique dans les aéroports

canadiens va être renforcé et va s'étendre aux voyageurs de 150 pays, contre une trentaine actuellement, par mesure de sécurité, a annoncé hier le premier ministre canadien Stephen Harper. Le contrôle biométrique obligatoire, par relevés d'empreintes digitales, va s'étendre au Japon, et à de nombreux pays de l'Union européenne tels que la France, l'Allemagne, et la Grande-Bretagne.

● LE FIGARO

**LOBBYISME** L'affaire Markwalder a réveillé l'envie de mieux réglementer l'activité des groupes d'intérêt auprès des élus fédéraux. La transparence est devenue une exigence majeure.

## Les lobbyistes doivent afficher leurs mandats sous la coupole fédérale

BERNE  
CHRISTIANE IMSAND

En début de semaine, l'affaire Christa Markwalder s'est dégonflée comme un ballon de baudruche. Les organes concernés ont admis que la future présidente de l'Assemblée fédérale n'a pas commis une faute méritant sanction en transmettant des informations de commission à un lobbyiste agissant pour un parti kazakh. Leur contenu était en effet déjà connu. Les moments difficiles traversés par la libérale-radical bernoise auront cependant des conséquences: l'affaire a suscité un regain d'intérêt pour la réglementation des lobbys, notamment dans les rangs du PLR et du PS.

Beaucoup de députés ne supportent plus de ne pas savoir clairement quels intérêts défendent les lobbyistes qui grouillent sous la Coupole fédérale.

C'est évident quand ils travaillent pour Migros, pour la Poste ou pour un syndicat. Ça l'est beaucoup moins quand ils sont employés par une agence de relations publiques.

Deux parlementaires qui se sont déjà illustrés dans ce dossier, à savoir le conseiller national Andrea Caroni (PLR/AR) et le conseiller aux Etats Didier



Christa Markwalder à l'origine de la polémique sur l'ascendant des lobbys à Berne. KEYSTONE

Berberat (PS/NE), viennent de revenir à la charge par le biais d'initiatives parlementaires. «Qu'on le veuille ou non, le lobbyisme existe», souligne le socialiste neuchâtelois. «Il fait partie du fonctionnement de notre démocratie. Le problème est que les personnes qui exercent cette activité agissent souvent dans l'ombre et obtiennent le droit d'accéder au Parlement par l'intermédiaire de députés.» Ceux-ci disposent en

effet de deux cartes d'accès dont ils peuvent faire bénéficier à leur guise des proches ou des lobbyistes.

**Pour un registre des lobbyistes**

Pour Didier Berberat, la solution passe par un registre public des lobbyistes les contraignant à signaler chaque mandat ainsi que leurs employeurs. Ils n'auraient plus le

droit d'utiliser les autorisations permanentes des élus et ils seraient accrédités à des conditions qui restent à définir.

Par le passé, des mesures similaires avaient déjà été défendues par le PLR Andrea Caroni. Ce dernier a cependant été échaudé par l'opposition qu'il a rencontrée au Conseil national en 2014. C'est pourquoi il se concentre aujourd'hui sur une réforme plus simple qui n'exige

pas un bouleversement complet des usages. Les élus pourraient toujours distribuer deux badges d'accès, mais les lobbyistes qui en bénéficient ne pourraient plus se contenter d'indiquer leur fonction dans la liste des accrédités consultable sur le site du Parlement. Ils devraient aussi signaler les mandats qu'ils défendent. «J'ai retenu la solution qui peut être mise en œuvre le plus rapidement», explique-t-il.

Pour la vice-présidente du PLR Isabelle Moret (VD), le climat actuel est favorable à une transparence accrue de l'activité des groupes d'intérêt. «Le PLR y a toujours été favorable», assure-t-elle. «Si le parti a combattu l'initiative Caroni en 2014, c'est parce qu'il voyait qu'elle n'avait aucune chance de succès au Conseil des Etats.»

Dont acte. A titre personnel, la Vaudoise serait favorable à des registres séparés pour les lobbyistes et les invités des parlementaires. «Ceux-ci ne seraient plus tenus responsables du comportement des lobbyistes.»

A défaut, elle soutiendra les aménagements proposés par Andrea Caroni. «On pourrait introduire un code couleur afin de savoir au premier coup d'œil si l'on a affaire à un collaborateur personnel, un membre de la famille ou un lobbyiste.» ●

## Darbella pour le statu quo

Cette problématique touche aussi l'UDC. Peu avant l'affaire Markwalder, le conseiller national Lukas Reimann (UDC/SG) est intervenu par voie de motion pour réclamer une plus grande transparence de l'activité des lobbyistes.

Seul le PDC résiste au mouvement. Pour le président du parti Christophe Darbellay, le système actuel qui permet à chaque député de distribuer deux badges d'accès est satisfaisant.

«Si n'importe qui pouvait réclamer un badge, il n'y aurait plus 500 personnes accréditées mais 5000 et avec beaucoup moins de transparence. Soyons pragmatiques. C'est aux parlementaires de se montrer un peu plus curieux et de prendre leurs responsabilités. Personnellement, je ne donne de badge qu'aux signataires du code de déontologie de la Société suisse de Public Affairs (SSPA)».

Celui-ci fait obligation aux lobbyistes de déclarer le nom de leurs mandants. ●

« On pourrait introduire un code couleur afin de savoir au premier coup d'œil si l'on a affaire à un collaborateur personnel, un membre de la famille ou un lobbyiste. »

ANDREA CARONI CONSEILLER NATIONAL (PLR/AR)

**TURQUIE** Une opposition s'active pour les élections législatives de dimanche, sans grand espoir.

## Un «Monsieur Propre» fait campagne contre Erdogan

A la longue liste des turpitudes qu'il reproche au pouvoir, il oppose sa probité et sa modestie. Chef du principal parti d'opposition, Kemal Kiliçdaroglu fait campagne pour les élections législatives de dimanche en «Monsieur Propre» de la politique turque.

L'AKP part encore largement favori dimanche. Mais Kemal Kiliçdaroglu et son Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) pensent avoir trouvé l'empêcher de conserver sa majorité absolue: la dénonciation

de la «corruption» du régime islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan.

**Homme honnête**

Ancien patron de la caisse nationale de sécurité sociale turque (SGK), ce fonctionnaire à la moustache poivre et sel a pris en 2010 les rênes du parti créé par le père fondateur de la Turquie Mustafa Kemal Atatürk. Cela s'est passé dans la foulée d'un scandale sexuel qui a provoqué la démission de son prédécesseur. Issu d'une famille modeste, il compense son manque

de charisme en cultivant une image d'homme honnête, sympathique et consensuel, à l'opposé de celle, autoritaire et provocatrice, de son rival.

Depuis le début de sa campagne, le président du CHP a donc fait de Recep Tayyip Erdogan son principal adversaire, même s'il n'est pas officiellement candidat.

Fidèle à la tradition sociale-démocrate de son parti, le chef du CHP se fait également fort de défendre les oubliés du «miracle» économique vanté par le gouvernement. ● AT5



Kemal Kiliçdaroglu fait campagne pour les élections législatives. KEYSTONE